

CONSULTATION PUBLIQUE SUR LE PROJET DE DÉCISION PRÉCISANT LES CONDITIONS D'ACCESSIBILITÉ ET D'OUVERTURE DES INFRASTRUCTURES ET DES RÉSEAUX ÉLIGIBLES À UNE AIDE DU FONDS D'AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE DES TERRITOIRES

RÉPONSE D'EUTELSAT

La Loi du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique institue, en en précisant l'objet et le champ d'application, le fonds d'aménagement numérique des territoires (FANT) qui permettra de contribuer à financer certains travaux de réalisation des infrastructures et réseaux envisagés par les schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique.

Elle prévoit également que ces schémas directeurs, dans leur stratégie de développement des réseaux existants, pourront inclure les réseaux à très haut débit satellitaires. Ainsi, et à condition qu'ils respectent les différents critères cumulatifs énoncés par la Loi (effort seul des opérateurs insuffisant à déployer le réseau ; les aides permettront à l'ensemble de la population de la zone concernée d'accéder, à un tarif raisonnable, au très haut débit ; le réseau sera accessible et ouvert), les réseaux satellitaires doivent pouvoir être éligibles aux aides du FANT.

Or, il apparaît dans le projet de décision de l'ARCEP, visant à définir ce qu'est une infrastructure ou un réseau ouvert et accessible éligible aux aides du FANT, que les conditions fixées sont formulées de telle manière qu'elles s'appliquent en pratique uniquement aux technologies terrestres de très haut débit et conduisent ainsi à l'inéligibilité des réseaux satellitaires aux aides du FANT, ce qui nous semble contraire aux termes et à l'esprit de la Loi.

Afin de ne pas empêcher a priori que des réseaux satellitaires puissent bénéficier de ces aides, il serait donc nécessaire que le projet de décision soumis à consultation par l'ARCEP puisse être modifié pour élargir les critères d'accessibilité et d'ouverture des réseaux éligibles.

Il faudrait alors soit refondre totalement les articles de ce projet pour rendre la décision plus neutre technologiquement, mais cela supposerait d'élargir considérablement les critères pour qu'ils puissent s'appliquer indifféremment à toute technologie à très haut débit, tout en conservant un texte applicable et des critères vérifiables, ce qui nous semble difficile.

Une alternative, certainement plus simple à mettre en œuvre, serait d'inclure dans l'article 4 du projet de décision relatif aux conditions d'accessibilité et d'ouverture des réseaux un alinéa supplémentaire couvrant le cas des terminaux des réseaux satellitaires, afin que ceux-ci puissent effectivement être éligibles aux aides du FANT.

Proposition d'Article 4 modifié (conditions d'accessibilité et d'ouverture des réseaux)

Les réseaux éligibles à une aide du fonds d'aménagement numérique des territoires sont accessibles et ouverts selon les définitions de l'article 1 de la présente décision.

Pour être accessible, un réseau doit permettre aux opérateurs de détail de desservir les utilisateurs finals en services de communications électroniques à très haut débit en respectant les deux conditions suivantes. D'une part, le réseau doit permettre aux opérateurs de détail de raccorder un réseau desservant les utilisateurs finals en très haut débit disposant d'une offre d'accès passif effective ou leur permettre d'implanter leurs propres équipements actifs afin de desservir eux-mêmes les utilisateurs finals en très haut débit. D'autre part, le réseau doit permettre aux opérateurs de détail de raccorder leurs propres réseaux amont au réseau bénéficiant de l'aide.

Pour être ouvert, un réseau doit faire l'objet d'une offre d'accès passif effective.

Dans le cas des réseaux satellitaires, l'équipement terminal de l'utilisateur final est considéré comme faisant partie intégrante du réseau. Pour être accessible et ouvert, un réseau satellitaire doit faire l'objet d'une offre de gros non discriminatoire permettant à tout opérateur de détail de déployer des équipements terminaux compatibles du reste du réseau. D'autre part, le réseau doit permettre aux opérateurs de détail de raccorder leurs propres réseaux amont au réseau bénéficiant de l'aide.